



Emploi et marché du travail en région Corse

Données à fin novembre 2017



Avertissement : les effectifs étant parfois très faibles, les évolutions en pourcentage doivent être interprétées avec précaution et être rapportées aux évolutions en nombre



Emploi

Emploi salarié du secteur marchand (hors agriculture et particuliers employeurs) par secteur d'activité au 3ème trimestre 2017 - données corrigées des variations saisonnières (CVS)

Source : INSEE, estimations d'emploi; estimations trimestrielles ACOSS-URSSAF, DARES, INSEE

	3ème trim. 2016	2ème trim. 2017	3ème trim. 2017	Évolution sur 1 trim.	Évolution sur un an	
					en %	en nombre
Industrie	6 581	6 572	6 540	-0,5%	-0,6%	-41
Construction	10 314	10 435	10 380	-0,5%	0,6%	66
Tertiaire *	49 814	50 925	50 500	-0,8%	1,4%	686
dont commerce	16 907	17 430	17 398	-0,2%	2,9%	491
dont services	32 792	33 225	32 826	-1,2%	0,1%	34
Total	66 708	67 933	67 419	-0,8%	1,1%	711

* y compris l'interim

Emploi - données départementales

Emploi salarié du secteur marchand (hors agriculture et particuliers employeurs) par secteur d'activité et département au 3ème trimestre 2017 - données CVS

Source : INSEE, estimations d'emploi; estimations trimestrielles ACOSS-URSSAF, DARES, INSEE

	Corse	Évolution	Évolution	Haute	Évolution	Évolution
	du Sud	sur 1 trim.	sur 1 an	Corse	sur 1 trim.	sur 1 an
Industrie	3 491	0,1%	-0,1%	3 048	-1,1%	-1,2%
Construction	5 271	0,1%	0,1%	5 108	-1,1%	1,3%
Tertiaire *	26 006	0,1%	1,4%	24 494	-1,8%	1,4%
dont commerce	8 287	1,0%	4,1%	9 110	-1,3%	1,8%
dont services	17 581	-0,4%	-0,3%	15 245	-2,1%	0,6%
Total	34 769	0,1%	1,0%	32 651	-1,6%	1,1%

* y compris l'interim

Emploi - Intérim

Évolution du nombre d'intérimaires en fin de trimestre et en emploi équivalent temps plein (EETP) en Corse Entre le deuxième trimestre 2015 et le deuxième trimestre 2017

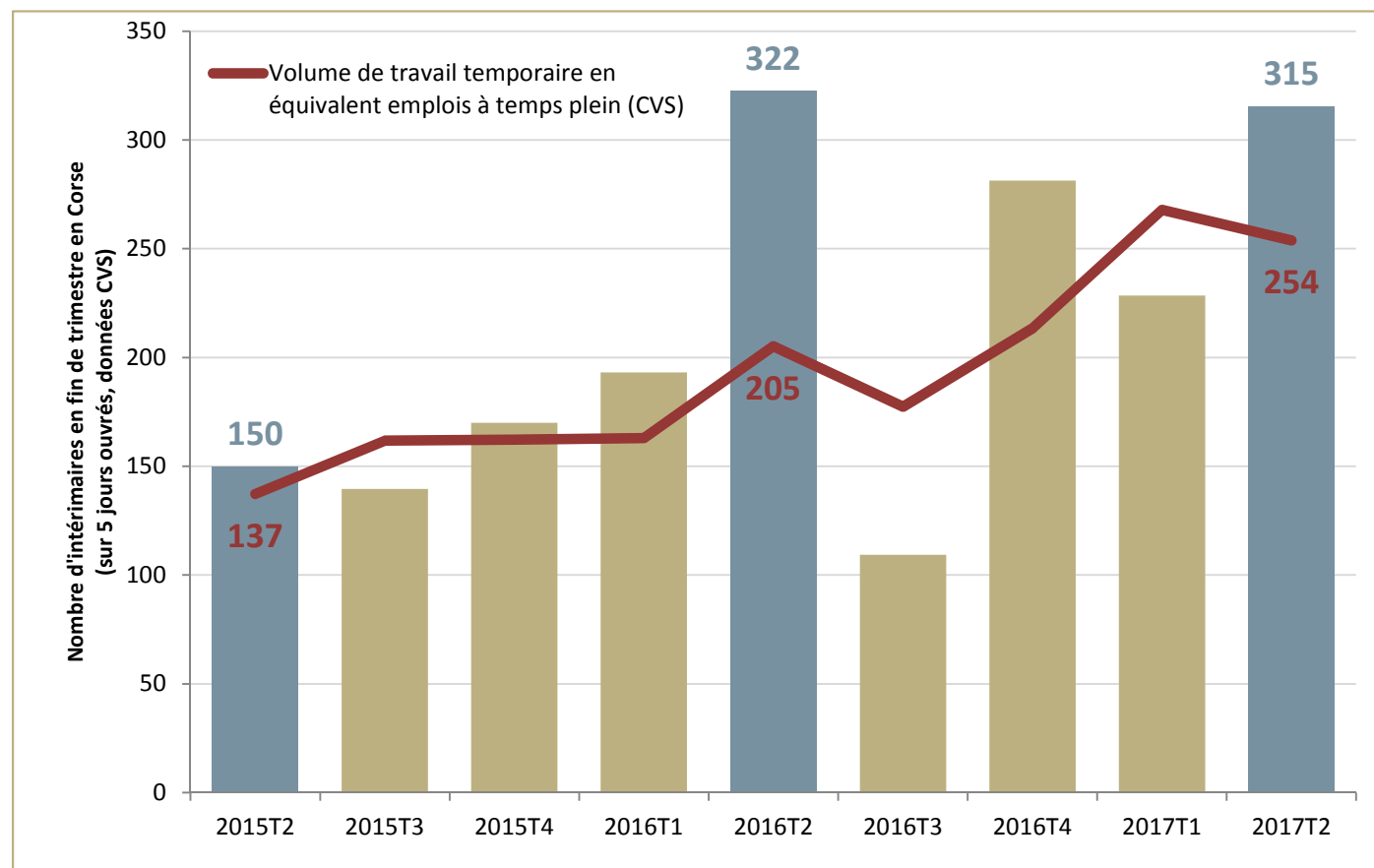
Source : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Au 2^{ème} trimestre 2017, l'emploi intérimaire est en hausse (+38% par rapport à la fin du trimestre précédent) après avoir diminué au 1^{er} trimestre (-18%). Cette accélération intervient dans tous les secteurs de l'économie insulaire, dans l'HCR (+40%), dans l'industrie (+39%), dans la construction (+30%) et dans les services (+28%). Cependant, sur un an, l'emploi intérimaire est en légère baisse (-2%).

En moyenne sur le trimestre, le volume de travail temporaire (mesuré en équivalent temps plein) est en légère baisse (-5%, après +25% au 1^{er} trimestre).

En Corse, le taux de recours⁽¹⁾ à l'intérim reste bas. Les intérimaires ne représentent que 0,5% des effectifs salariés contre 2,8% au niveau national. Ce taux de recours est cependant en hausse de 0,2 point au 2^{ème} trimestre 2017 (stable sur 1 an).

(1) Taux de recours : nombre d'intérimaires en fin de trimestre rapporté au nombre de salariés (Source INSEE, estimations d'emploi)



Emploi

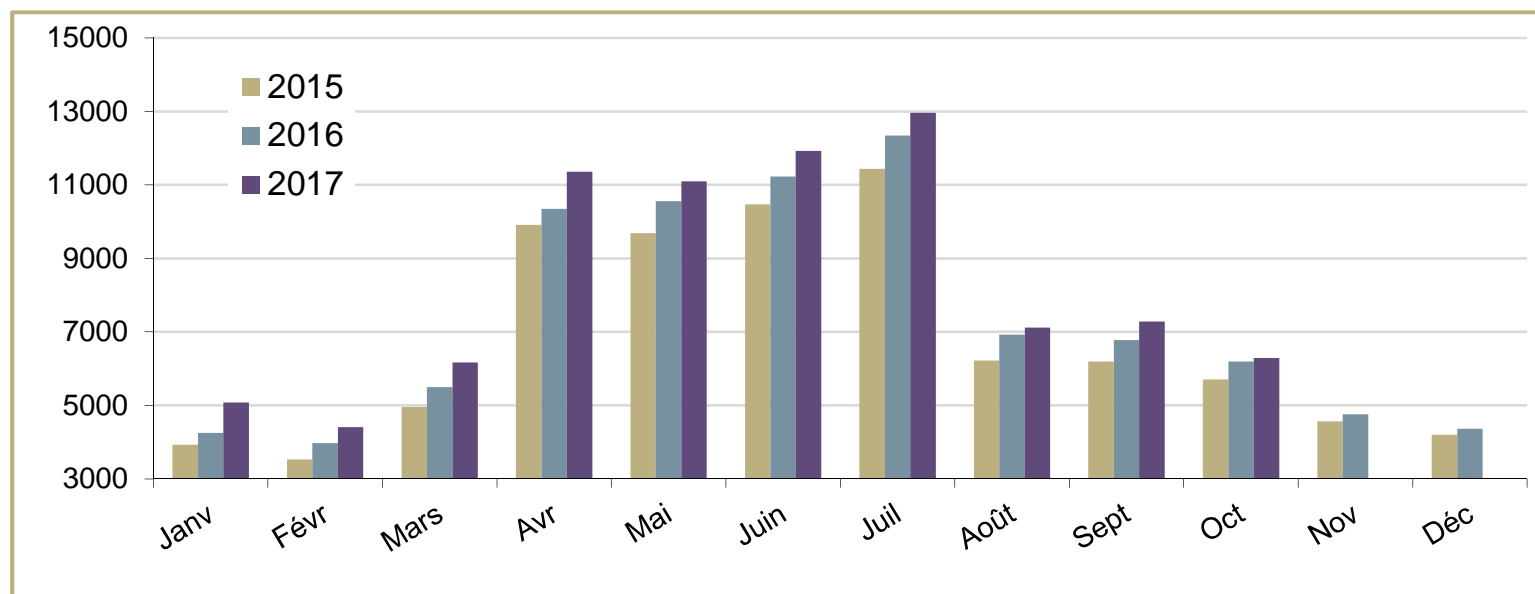
Déclaration Préalable À l'Embauche (DPAE) par type de contrats sur une année glissante

Source : URSSAF

	Cumul novembre 2015 à octobre 2016	Cumul novembre 2016 à octobre 2017	Évolution sur un an	
			en %	en nombre
CDD (y compris intérim)	76 555	80 753	5,5%	4 198
CDI	10 343	12 070	16,7%	1 727
Total	86 898	92 823	6,8%	5 925

Évolution mensuelle des DPAE (y compris intérim)

Source : URSSAF



Ruptures conventionnelles

Nombre de demandes de ruptures conventionnelles reçues

Source : Direccte - extraction SI RC

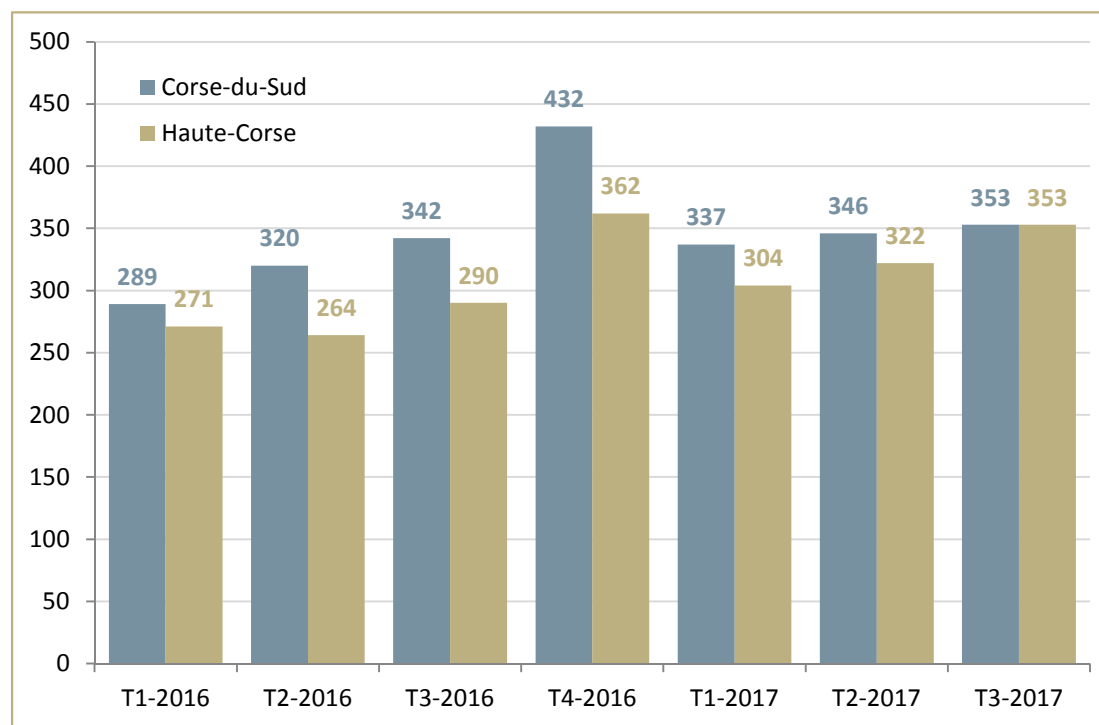
	Décembre 2015	Décembre 2016	Évolution sur un an	
	à novembre 2016	à novembre 2017	en %	en nombre
Corse du Sud	1 297	1 501	15,7%	204
Haute Corse	1 098	1 396	27,1%	298
Corse	2 395	2 897	21,0%	502

Au 3^{ème} trimestre 2017, la Corse enregistre 706 demandes de ruptures conventionnelles, soit une hausse de 6% par rapport au trimestre précédent et 12% sur un an.

Au cours de la dernière année (de décembre 2016 à novembre 2017), en Corse, les ruptures conventionnelles sont plus régulièrement demandées par :

- de jeunes salariés (18% ont entre 25 et 30 ans contre 15% au niveau national)
- des employés (64% contre 45% au niveau national).

Mais que ce soit en Corse ou au niveau national ce sont principalement les salariés présents depuis peu de temps dans l'entreprise qui sont concernés (73% sont en contrat depuis moins de 5 ans).



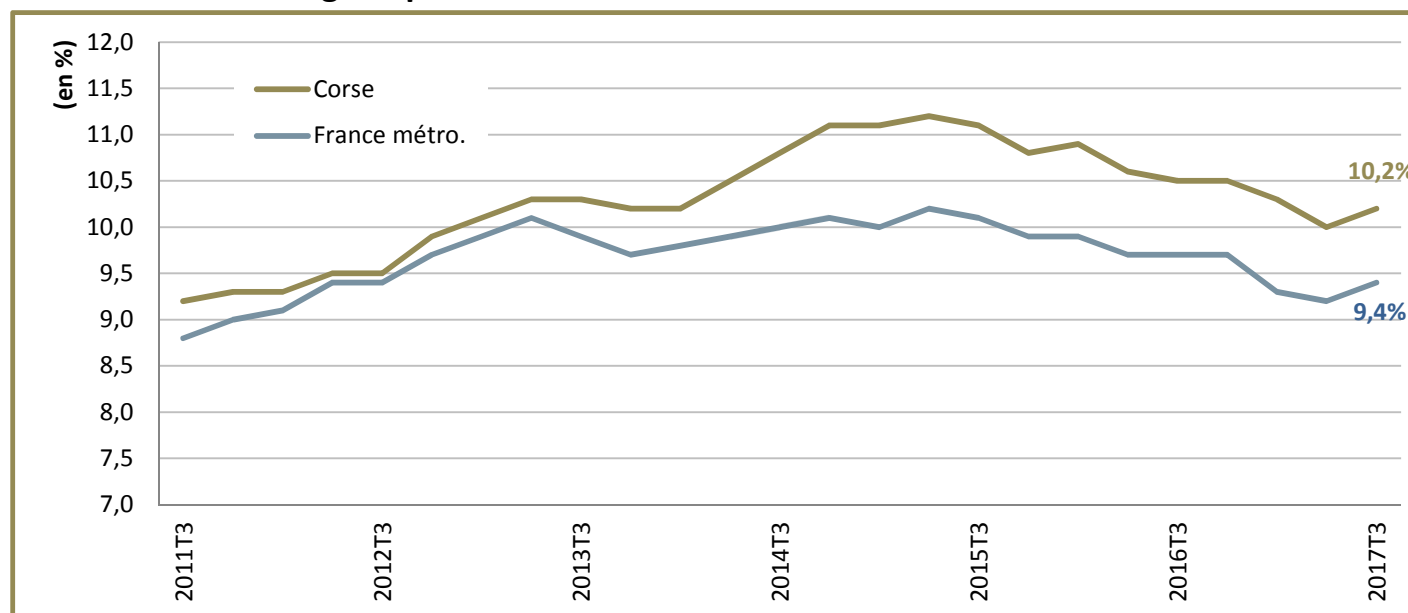
Taux de chômage

Taux de chômage au 3ème trimestre 2017 (données CVS)

Source : INSEE - Taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT

	3ème trimestre 2016	2ème trimestre 2017	3ème trimestre 2017	Évolution sur un trimestre	Évolution sur un an
Corse du Sud	9,8%	9,5%	9,8%	0,3 pt	0,0 pt
Haute Corse	11,1%	10,5%	10,5%	0,0 pt	-0,6 pt
Corse	10,5%	10,0%	10,2%	0,2 pt	-0,3 pt
France métro.	9,7%	9,2%	9,4%	0,2 pt	-0,3 pt

Évolution du taux de chômage depuis le 3ème trimestre 2011



Marché du travail

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) catégories A et ABC - données CVS

Source : DARES - DIRECCTE / Pôle emploi

	Novembre 2016	Octobre 2017	Novembre 2017	Évolution sur 1 mois	Évolution sur un an en %	Évolution sur un an en nombre
France métropolitaine (en milliers)						
DEFM A	3 457,9	3 483,6	3 454,1	-0,8%	-0,1%	-3,8
DEFM ABC	5 467,2	5 616,0	5 611,4	-0,1%	2,6%	144,2
Corse						
DEFM A	17 730	17 650	18 010	2,0%	1,6%	280
DEFM ABC	22 280	22 670	23 040	1,6%	3,4%	760
Dont : hommes	10 490	10 400	10 580	1,7%	0,9%	90
femmes	11 790	12 270	12 460	1,5%	5,7%	670
moins de 25 ans	2 920	2 760	2 840	2,9%	-2,7%	-80
25-49 ans	13 610	13 630	13 940	2,3%	2,4%	330
50 ans et plus	5 750	6 280	6 260	-0,3%	8,9%	510

Marché du travail - données départementales

DEFM catégories A et ABC par départements - données CVS à fin novembre 2017

Source : DARES - DIRECCTE / Pôle emploi

	Corse du Sud	Évolution sur un mois	Évolution sur un an	Haute Corse	Évolution sur un mois	Évolution sur un an
Données CVS						
DEFM A	8 560	1,2%	0,8%	9 450	2,8%	2,3%
DEFM ABC	10 920	1,4%	3,7%	12 120	1,8%	3,1%
Dont : hommes	5 110	1,8%	1,6%	5 470	1,7%	0,2%
femmes	5 810	1,0%	5,6%	6 650	2,0%	5,7%
moins de 25 ans	1 350	3,1%	-0,7%	1 490	2,8%	-4,5%
25-49 ans	6 590	1,5%	2,3%	7 350	2,9%	2,5%
50 ans et plus	2 980	0,3%	9,2%	3 280	-0,9%	8,6%

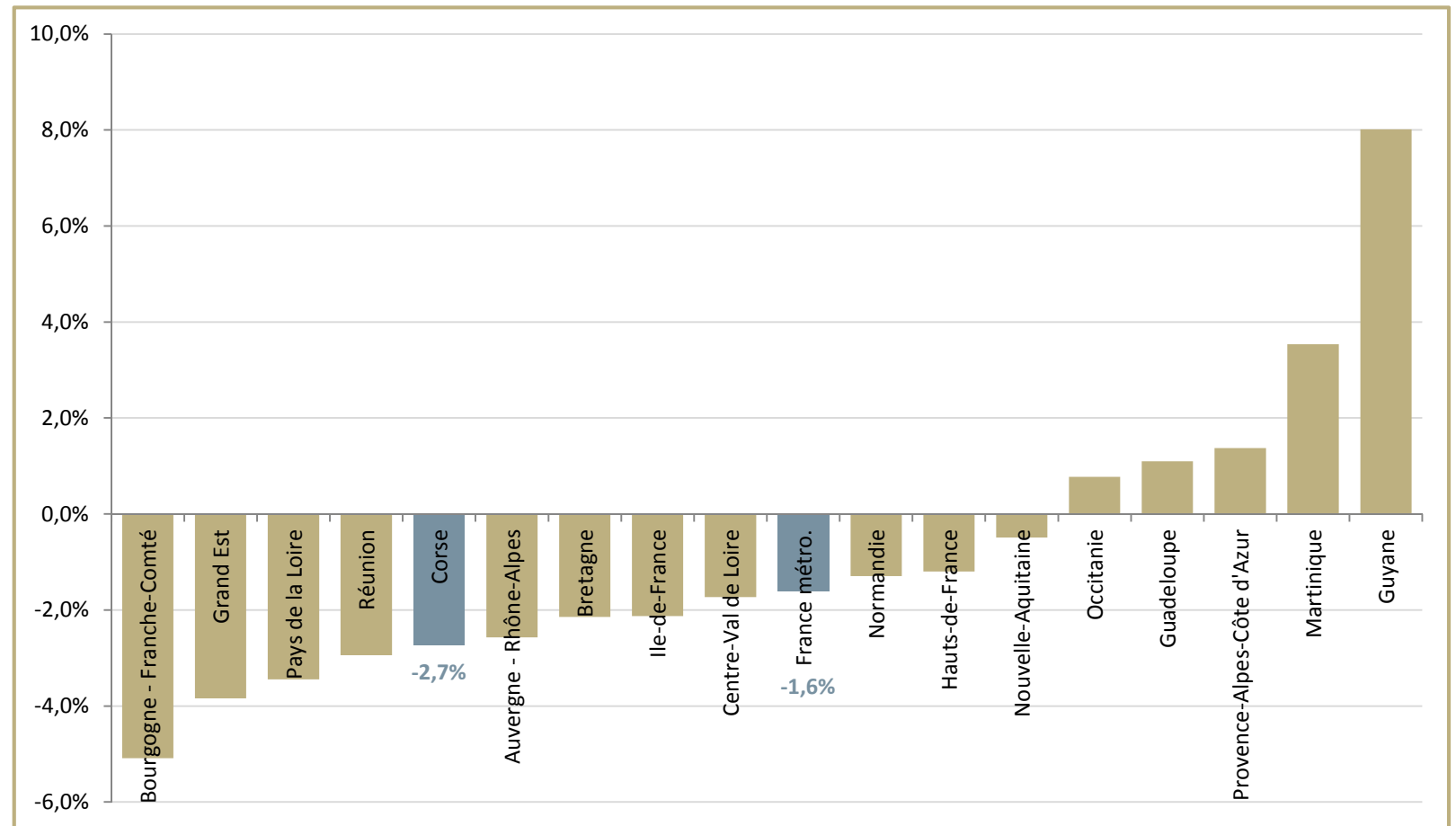
Marché du travail - Focus jeunes

Évolution annuelle de la demande d'emploi des moins de 25 ans (cat. ABC - CVS) Données à fin novembre 2017

Source : DARES - DIRECCTE / Pôle emploi

Part des jeunes dans
LA DEFM de catégorie ABC

Corse 12,3 %
France métro. 13,1 %



Marché du travail - Focus seniors

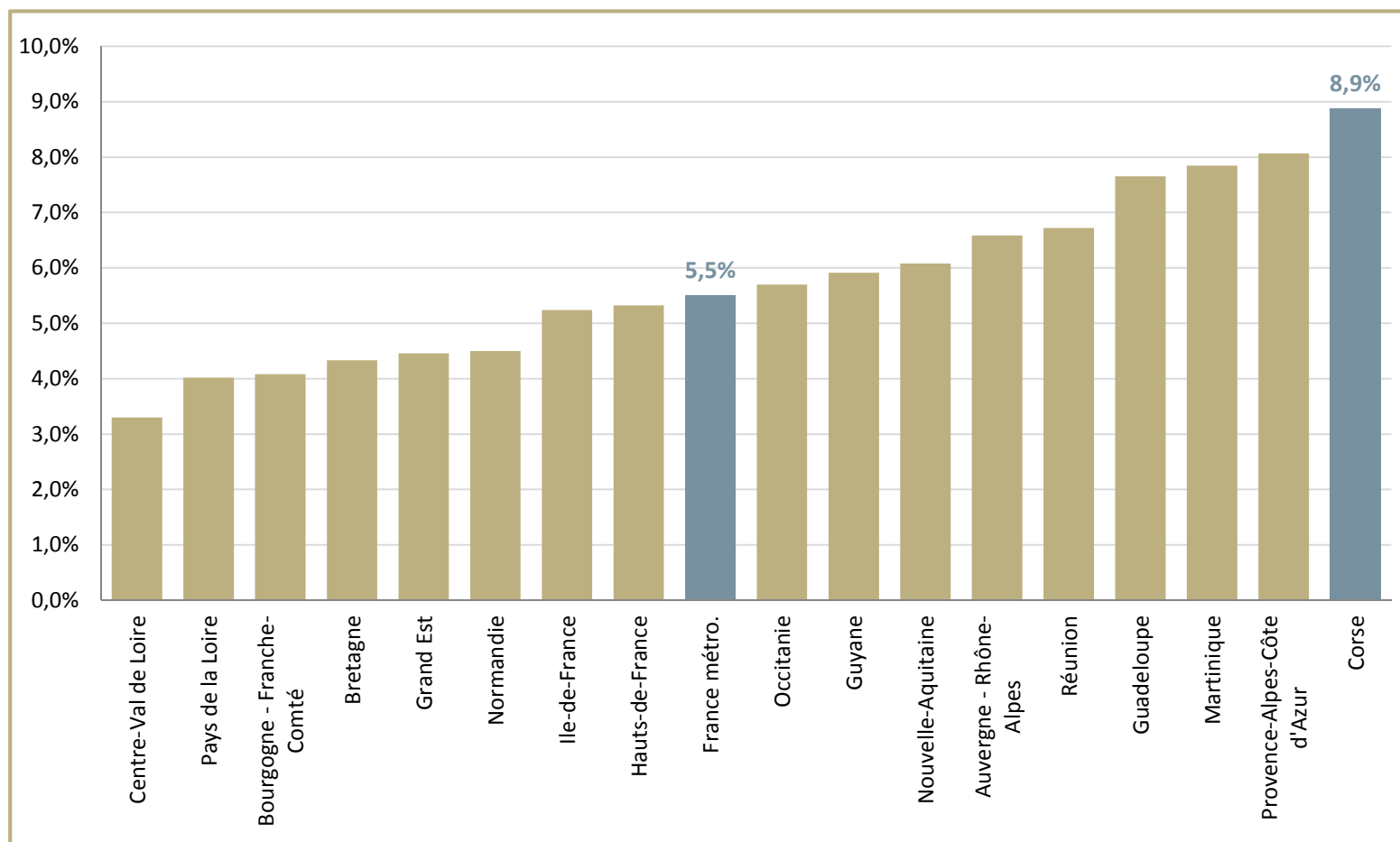
Évolution annuelle de la demande d'emploi des 50 ans ou plus (cat. ABC - CVS)

Données à fin novembre 2017

Source : DARES - DIRECCTE / Pôle emploi

Part des seniors dans
LA DEFM de catégorie ABC

Corse 27,2 %
France métro. 24,9 %



Marché du travail - Focus demandeurs d'emploi BOE

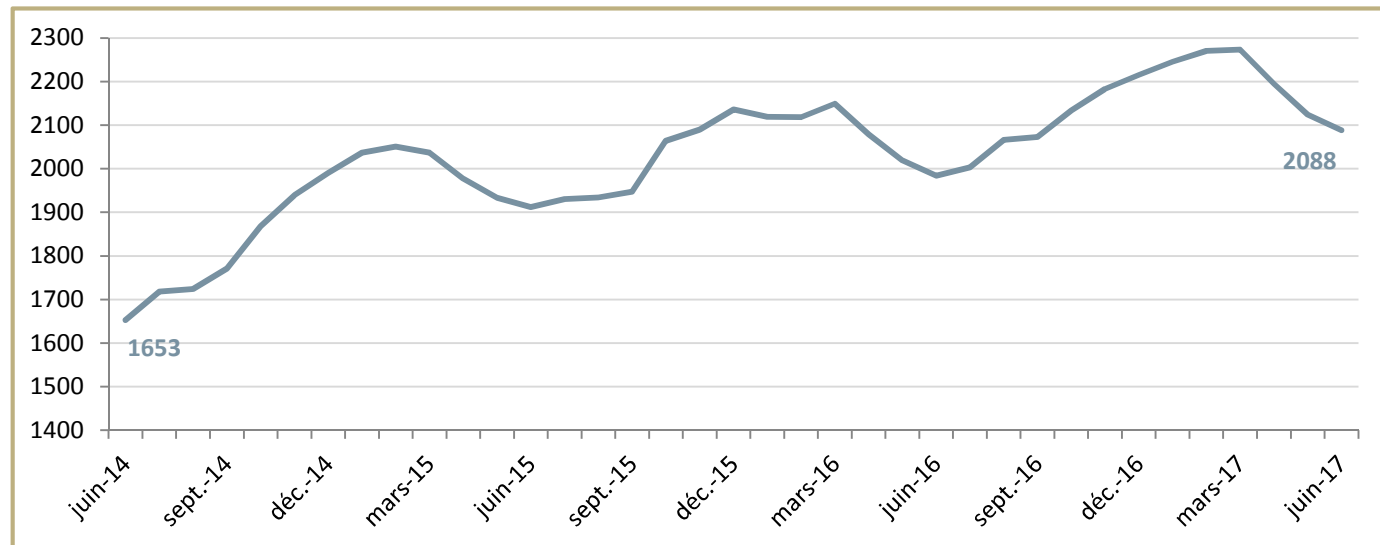
DEFM catégorie ABC bénéficiaires de l'obligation d'emploi - données brutes

Source : AGEFIPH

	juin 2016	mars 2017	juin 2017	Évolution sur un an	
				en %	en nombre
DEFM ABC BOE	1 984	2 273	2 088	5,2%	104
Part BOE dans DEFM tous publics	10,8%	9,2%	11,2%	+0,4 pt	

Évolution du nombre de DEFM bénéficiaires de l'obligation d'emploi en Corse

Source : AGEFIPH



Avertissement : « compte tenu de modifications techniques, institutionnelles et juridiques intervenues depuis 2006 au niveau national et infra, les données relatives à la demande d'emploi des bénéficiaires de l'obligation d'emploi et leurs évolutions sont à prendre avec précaution ».

Marché du travail

Demande d'emploi selon l'ancienneté (catégorie ABC - données CVS)

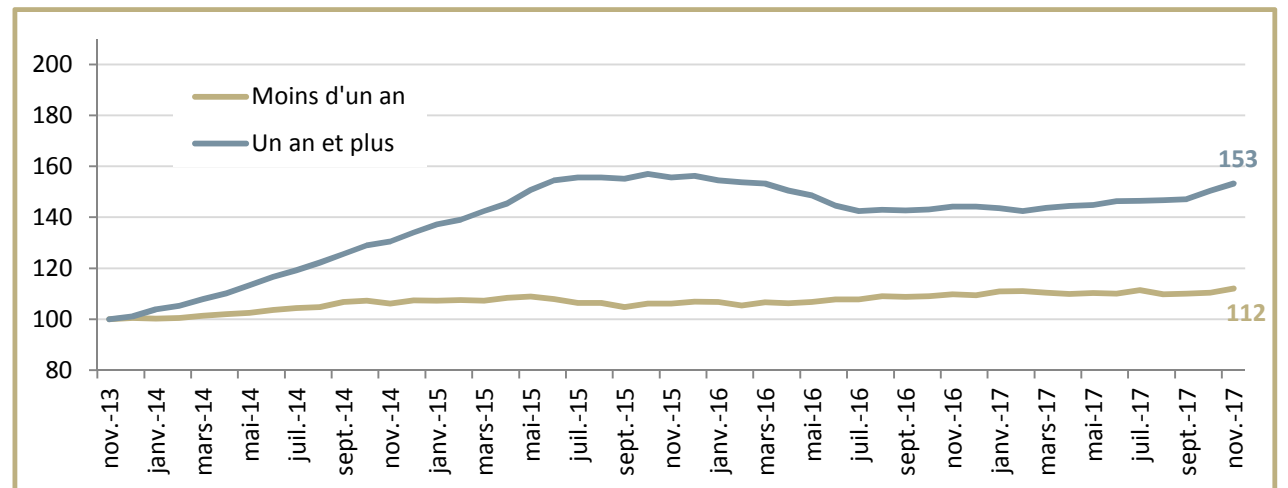
Source : DARES - DIRECCTE - Pôle emploi

	Novembre 2016	Octobre 2017	Novembre 2017	Évolution sur un mois	Évolution sur un an en %	Évolution sur un an en nombre
Moins d'un an	15 460	15 560	15 790	1,5%	2,1%	330
Un an ou plus	6 820	7 110	7 250	2,0%	6,3%	430
Part des DELD*	30,6%	31,4%	31,5%	0,1 pt	0,9 pt	
France métro :						
Un an ou plus (CVS-CJO, en milliers)	2 418,5	2 506,0	2 521,8	0,6%	4,3%	103,3
Part des DELD	44,2%	44,6%	44,9%	0,3 pt	0,7 pt	

* DELD : Demandeurs d'emploi de longue durée, soit inscrits à pôle emploi depuis un an ou plus.

Évolution de la demande d'emploi selon l'ancienneté d'inscription

Source : DIRECCTE - Pôle emploi
graphique base 100 fin novembre 2013

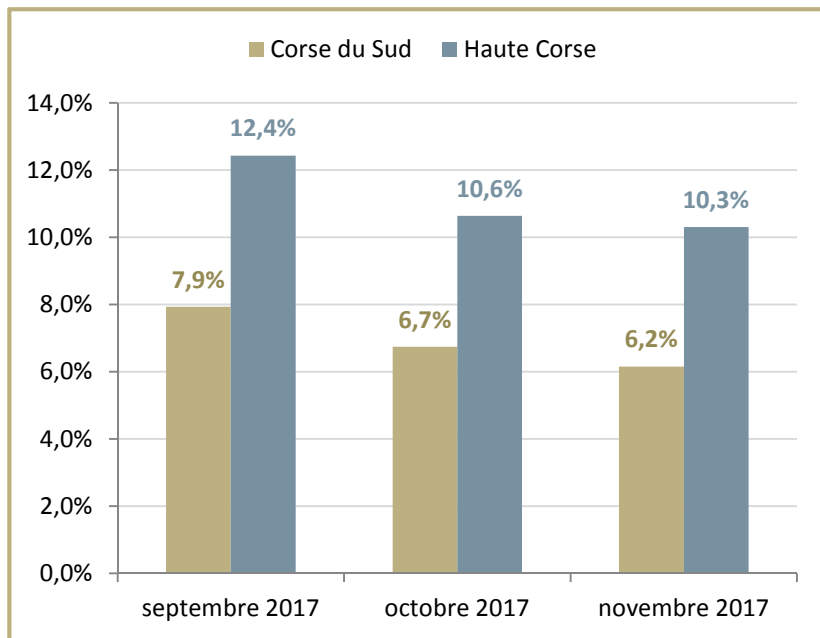


Marché du travail

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au revenu de solidarité active (RSA) Catégorie ABC - données brutes

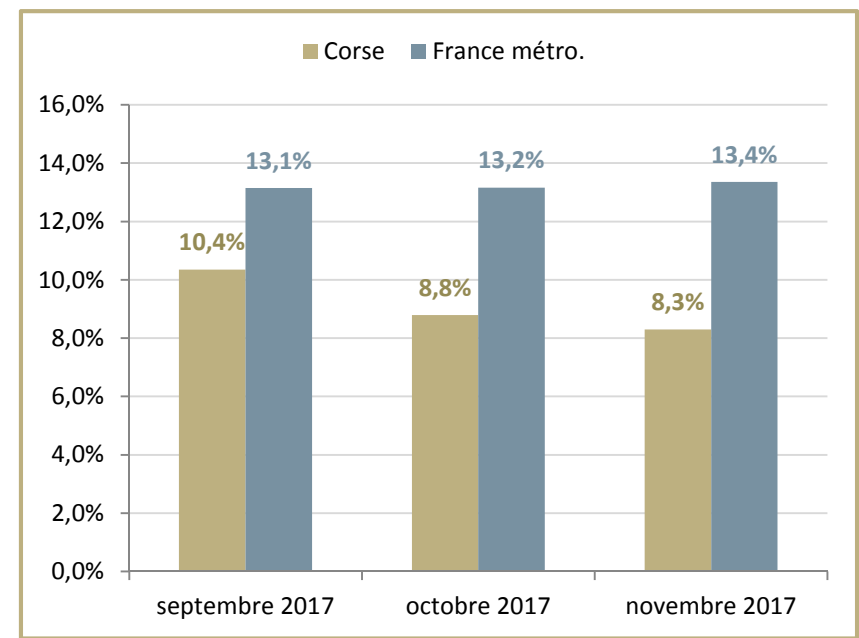
Source : DIRECCTE / Pôle emploi

	Novembre 2016	Octobre 2017	Novembre 2017	Évolution sur un an	
				en %	en nombre
Corse du Sud	779	764	781	0,3%	2
Haute Corse	1 398	1 334	1 396	-0,1%	-2
Corse	2 177	2 098	2 177	0,0%	0



**Part des demandeurs
d'emploi bénéficiaires
du RSA dans l'ensemble
des DEFM
(catégorie ABC - données
brutes)**

Source : DIRECCTE
Pôle emploi



Marché du travail - entrées

Entrées à Pôle emploi par motif (catégorie ABC - donées CVS)

Source : DIRECCTE - Pôle emploi

	Nombre moyen d'entrées de septembre 2017 à novembre 2017	Répartition des motifs	Évolution trimestrielle (a)	Évolution annuelle (b)	
				en %	en nombre
Fins de CDD	1 280	44,8%	13,3%	3,2%	40
Fins de mission d'interim	30	1,0%	0,0%	0,0%	0
Licenciement économiques*	50	1,7%	-16,7%	-16,7%	-10
Autres licenciement	150	5,2%	7,1%	25,0%	30
Démissions	90	3,1%	-10,0%	12,5%	10
Premières entrées	140	4,9%	-12,5%	-6,7%	-10
Reprise d'activité	370	12,9%	2,8%	2,8%	10
Autres cas	740	25,9%	-10,8%	-14,0%	-120
Total	2 860	100,0%	1,8%	-1,4%	-50
France métro. (en milliers)	516,2	100,0%	-7,0%	-4,8%	

* y compris fin de convention de conversion, de PAP anticipés, de CRP et de CTP

(a) Évolution de la moyenne des entrées de septembre 2017 à novembre 2017 par rapport à la moyenne des entrées de juin 2017 à août 2017

(b) Évolution de la moyenne des entrées de septembre 2017 à novembre 2017 par rapport à la moyenne des entrées de septembre 2016 à novembre 2016

Marché du travail - sorties

Sorties à pôle emploi par motif (catégorie ABC - données CVS)

Source : DIRECCTE - Pôle emploi

	Nombre moyen de sorties de septembre 2017 à novembre 2017	Répartition des motifs	Évolution trimestrielle (a)	Évolution annuelle (b)	
				en %	en nombre
Reprises d'emploi déclarées	1 020	34,7%	3,0%	9,7%	90
Entrées en stage	260	8,8%	23,8%	-25,7%	-90
Arrêts de recherche	220	7,5%	22,2%	22,2%	40
<i>dont maladies</i>	120	4,1%	9,1%	9,1%	10
Cessations d'inscription pour défaut d'actualisation	900	30,6%	5,9%	3,4%	30
Radiations administratives	300	10,2%	7,1%	-9,1%	-30
Autres cas *	240	8,2%	-4,0%	-7,7%	-20
Total	2 940	100,0%	6,5%	0,3%	20
France métro. (en milliers)	526,2	100,0%	0,2%	-5,0%	

* y compris les changements d'agences locales pour l'emploi

(a) Évolution de la moyenne des entrées de septembre 2017 à novembre 2017 par rapport à la moyenne des entrées de juin 2017 à août 2017.

(b) Évolution de la moyenne des entrées de septembre 2017 à novembre 2017 par rapport à la moyenne des entrées de septembre 2016 à novembre 2016.

Politique d'emploi - apprentissage

Nouveaux contrats d'apprentissage du secteur privé et public - cumul campagne (juin à mai)

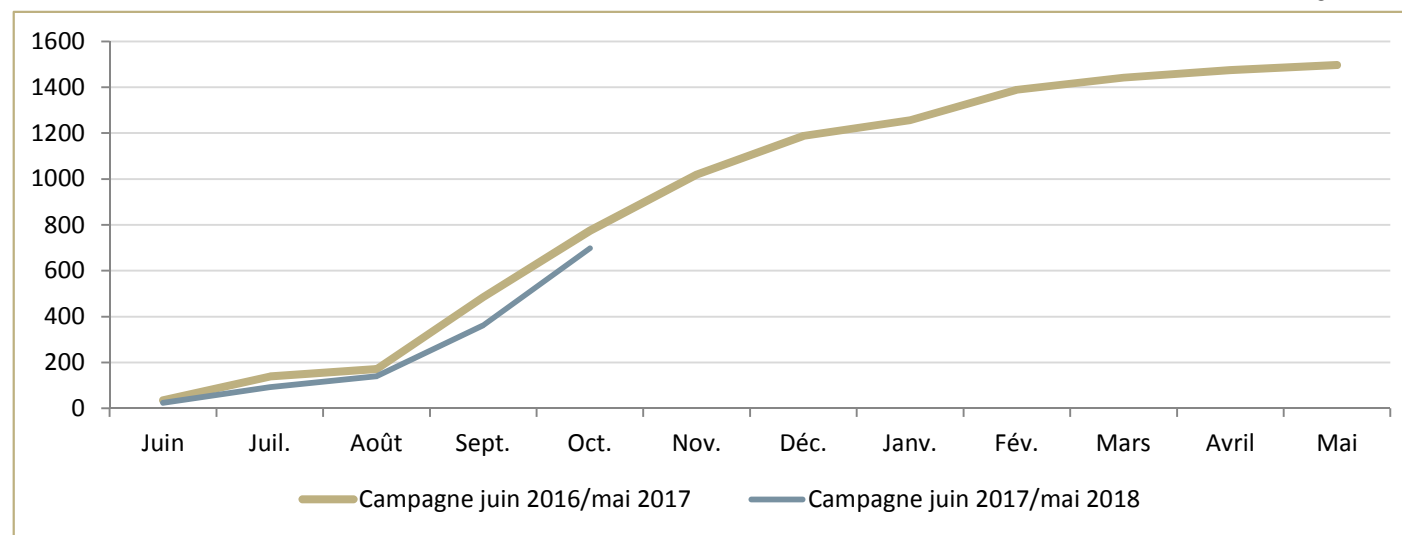
Source : Direccte

Campagne juin 2017/mai 2018

Sur la campagne 2017/2018 (données de juin 2017 à octobre 2017), près de 700 contrats privés et publics d'apprentissages ont été enregistrés en Corse, ce qui représente une baisse de près de 10% par rapport à la campagne de 2016/2017. Cette baisse régionale résulte d'un repli des contrats enregistrés dans le secteur privé tant en Corse-du-Sud (-10%) qu'en Haute-Corse (-19%). Le nombre de contrat d'apprentissage dans le secteur public enregistre lui une hausse de 70%.

	Juin 2016 à octobre 2016	Juin 2017 à octobre 2017*	Évolution sur un an en %	Évolution sur un an en nombre
Corse-du-Sud	367	356	-3,0%	-11
<i>Dont public</i>	18	41	127,8%	23
Haute-Corse	408	342	-16,2%	-66
<i>Dont public</i>	33	45	36,4%	12
Corse	775	698	-9,9%	-77
<i>Dont public</i>	51	86	68,6%	35

* : hors chambres d'agriculture



Politique d'emploi - Contrats Uniques d'Insertion

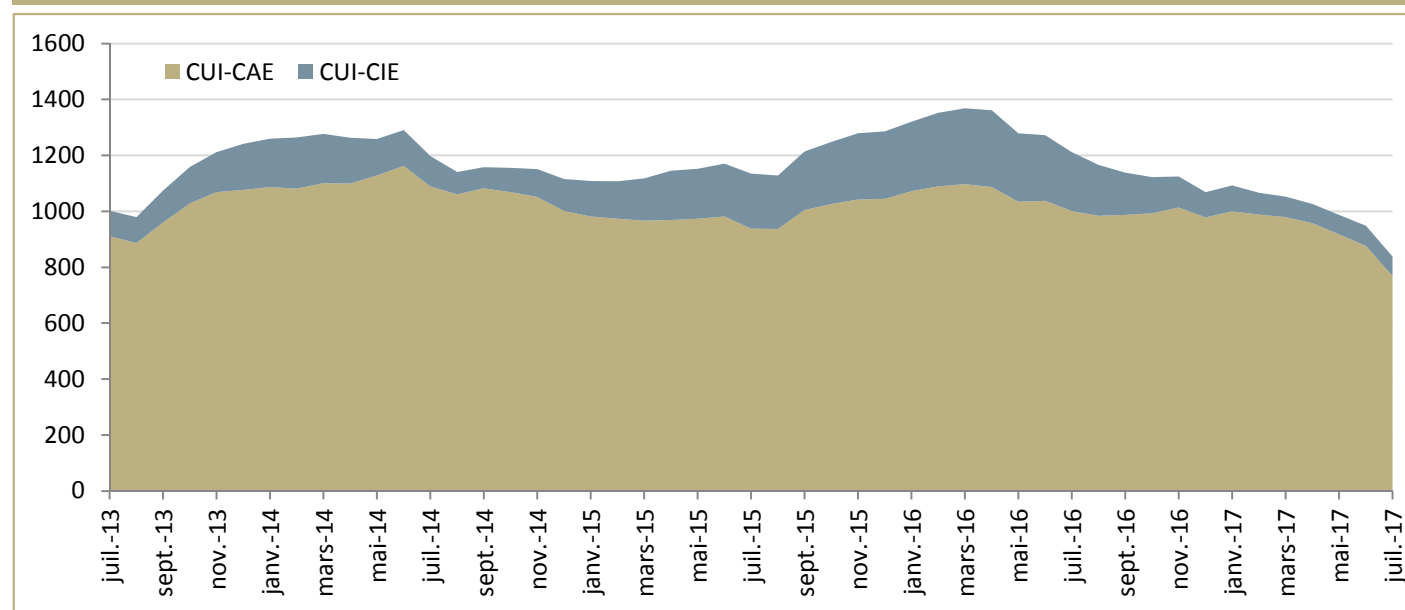
Bénéficiaires des Contrats Uniques d'Insertion - Contrats d'Accompagnement à l'Emploi (CUI-CAE) et Contrat Initiative Emploi (CUI-CIE)

Source : ASP, estimation DARES pour les derniers mois

Au cours du mois de juillet, 50 embauches en CUI-CAE ont été réalisées en Corse et le nombre de bénéficiaires de CUI-CAE baisse nettement (-23%) entre janvier et juillet 2017 par rapport à la même période de 2016 (172 contrats en moins). En Corse, fin juillet 2017, 769 personnes bénéficient d'un contrats CUI-CAE.

Sur la même période, peu de contrats ont été signés en CUI-CIE, dans le prolongement du net ralentissement des recrutements observé depuis le mois d'août 2016. Entre janvier et juillet 2017, on ne compte que 68 entrées en CUI-CIE, ce qui représente une diminution de 67% par rapport à la même période de 2016. Le nombre de bénéficiaires reste bas (70 contrats).

	Cumul annuel des entrées entre janvier et juillet 2017			
	CUI-CAE		CUI-CIE	
	Nombre	Évolution annuelle	Nombre	Évolution annuelle
Corse-du-Sud	259	-26%	30	-63%
Haute-Corse	331	-20%	38	-69%
Corse	590	-23%	68	-67%



Politique d'emploi - emplois d'avenir

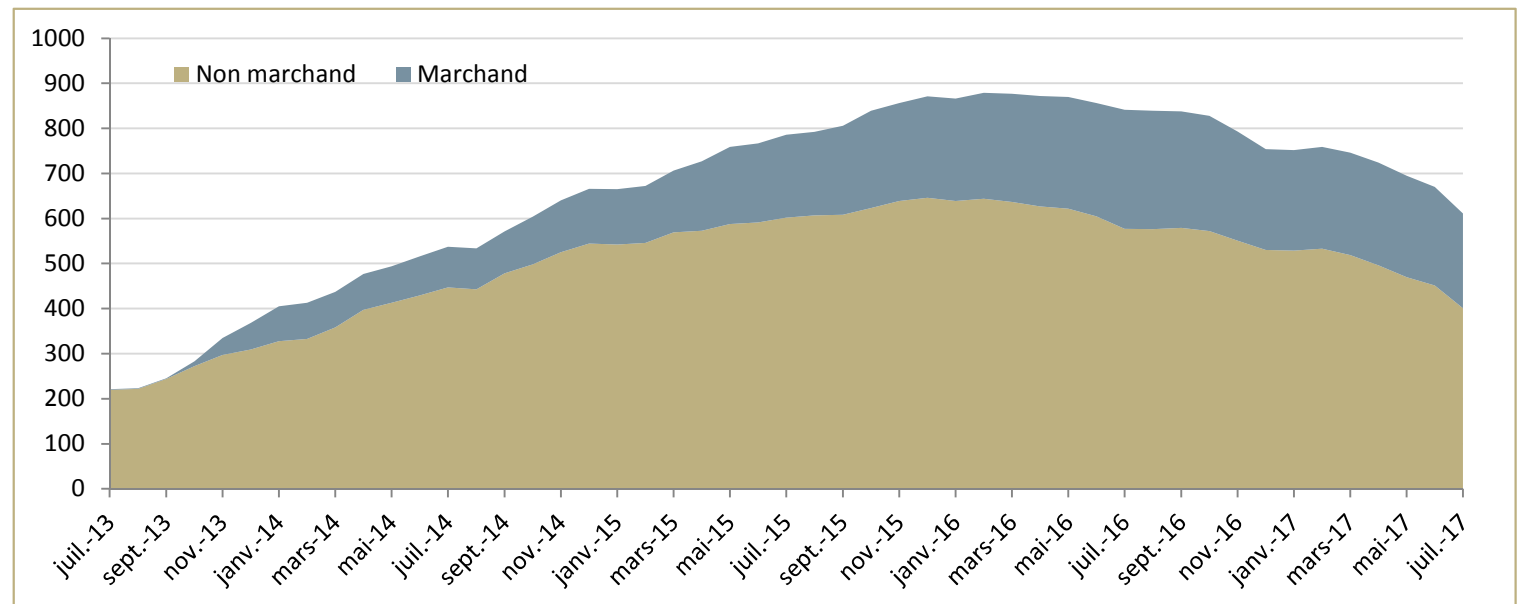
Bénéficiaires des emplois d'avenir du secteur marchand

Source : ASP, estimation DARES pour les derniers mois

En juillet 2017 en Corse, 6 jeunes ont été recrutés en emploi d'avenir et le nombre de bénéficiaires en fin de mois diminue de 59 pour s'établir à 611 personnes (401 dans le secteur non marchand et 210 dans le secteur marchand).

Depuis janvier 2017, 156 contrats ont été signés en Corse, ce qui représente une diminution de 37% par rapport à la même période de 2016.

Cumul des entrées en emploi d'avenir entre janvier et juillet 2017				
	Secteur marchand		Secteur non marchand	
	Nombre	Évolution annuelle	Nombre	Évolution annuelle
Corse-du-Sud	19	-63%	44	-37%
Haute-Corse	22	-31%	71	-24%
Corse	41	-51%	115	-29%



Définitions

Bénéficiaires de l'obligation d'emploi :

Sont reconnus bénéficiaires de l'obligation d'emploi :

- les titulaires d'une attestation de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) délivrée par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ;
- les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;
- les titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de la sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain ;
- les anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;
- les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;
- les titulaires de la carte d'invalidité définie à l'article L 241-3* du code de l'action sociale et des familles ;
- les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

Correction des variations saisonnières (CVS) :

Technique que les statisticiens emploient pour éliminer les fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales.

CUI-CIE et CUI-CAE :

Le contrat initiative emploi (CUI-CIE) est un contrat aidé dans le secteur marchand qui vise à faciliter, grâce à une aide financière pour l'employeur, l'accès durable à l'emploi des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Il permet des recrutements en CDI ou CDD. Le CUI-CAE s'applique, quant à lui, au secteur non-marchand.

Déclaration Préalable A l'Embauche (DPAE) :

La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) remplace la déclaration unique d'embauche (DUE). Cette formalité obligatoire avant toute embauche s'effectue auprès de l'Urssaf.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) :

comptabilisent les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en fin de mois. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle Emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (ex. : bénéficiaires de contrats aidés)

Emploi d'avenir :

L'emploi d'avenir est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle.



Définitions (suite)

Ruptures conventionnelles :

La rupture conventionnelle est une procédure qui permet à l'employeur et au salarié de convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail qui les lie. Cette rupture résulte d'une convention signée par les parties au contrat, c'est-à-dire l'employeur et le salarié.

Taux de chômage :

Rapport entre le nombre de chômeurs (au sens du Bureau International du Travail, le BIT) et la population active totale.

Un chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.